



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'interministérialité
et du développement durable**

**ARRÊTÉ DIDD – 2022 n° 248 du 24 août 2022
portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Société SOCREDIS à Trélazé

**Le préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, R181-46 et L.514-5 ;

VU le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 2661 ;

VU le décret du Président de la République du 28 octobre 2020, portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 28 février 2019, portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU les dispositions de l'arrêté ministériel (AM) du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées, abrogées par l'arrêté du 19 juillet 2011 et remplacées par celles de la section III de l'AM modifié du 4 octobre 2010 ;

VU l'AM modifié du 4 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'article 19 de l'AM modifié du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose que « *Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.* » ;

VU l'article 20 de l'AM modifié du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose que « *L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.* » ;

VU l'article 21 de l'AM modifié du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose que « *L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.* » ;

VU l'article 22 de l'AM modifié du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose que « L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre (ARF), l'étude technique (ET), la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. » ;

VU l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation D3-2009-n°106 bis du 11 février 2009 autorisant la société SOCREDIS à exploiter une usine de fabrication et de transformation de matières plastiques, située zone industrielle des Malembardières - 49800 TRELAZE, concernant notamment les rubriques 2661-1, 2661-2 et 2663-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 7.27 de l'AP du 11 février 2009 susvisé qui dispose que « La protection contre les risques de la foudre et la mise en application visée à cet article répond aux attendus de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 ou autres textes venant s'y substituer ou le compléter. » ;

VU l'analyse du risque foudre du 12 novembre 2015 effectuée par la société APAVE concluant à la nécessité de réaliser une étude technique (ET) et de mettre en place les dispositifs définis dans cette ET sur le bâtiment principal ;

VU l'article R181-46 du Code de l'environnement qui dispose que

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-11, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :

1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;

b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2. »

VU l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2021-059 du 7 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, Secrétaire générale de la préfecture ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, établi suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société SOCREDIS en date du 23 juin 2022, transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 juillet 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure par courrier en date du 29 juillet 2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 13 octobre 2015 réalisée, sur le site de la société SOCREDIS, l'inspection de l'environnement a constaté des retards importants sur la thématique de la protection des installations contre la foudre ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre des suites de la visite du 13 octobre 2015, il a été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12 août 2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations et qu'aucun élément n'a été transmis par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 23 juin 2022, réalisée sur le site de la société SOCREDIS, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas été en capacité de fournir à l'inspection des installations classées les autres documents afférents à la protection contre la foudre (autre que l'ARF transmise en amont de la visite) et en particulier :
 - l'ET qui était à réaliser par un organisme compétent suite à l'ARF du 12 novembre 2015 précitée, ainsi que la notice de vérification et de maintenance,
 - les justificatifs afférents à l'installation des dispositifs de protection et à la mise en place des mesures de prévention, par un organisme compétent, à l'issue de l'ET, au plus tard 2 ans après l'élaboration de l'ARF,
 - le rapport de vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après l'installation des protections définies dans l'ET,
- l'absence de réalisation de vérification visuelle annuelle par un organisme compétent,
- l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations ne fait pas l'objet d'une vérification complète tous les 2 ans par un organisme compétent ;

Pour l'activité relevant de la rubrique 2661-1 :

Le suivi des quantités de matières traitées quotidiennement pour la fabrication de granulés depuis 2015 et pour la transformation de compounds en profilés et pièces injectées depuis janvier 2010, remis par l'exploitant lors de la visite, met en évidence :

- des dépassements récurrents depuis janvier 2010 de la quantité maximale journalière autorisée (36 tonnes/jour) pour la transformation des compounds en profilés avec un maximum en janvier 2017 de l'ordre de 47 tonnes/jour,
- des dépassements récurrents depuis 2015 de la quantité maximale journalière autorisée (31 tonnes/jour) pour la fabrication de granulés avec un maximum observé en 2020 de l'ordre de 85 tonnes/jour,
- des dépassements récurrents depuis 2015 du seuil de l'autorisation de la rubrique 2661-1 (70 tonnes/jour) pour les 2 activités exercées.

Pour l'activité relevant de la rubrique 2661-2 :

Le suivi des quantités de matières traitées quotidiennement par le broyeur (depuis janvier 2015) et par les installations de transformation de compounds en profilés et pièces injectées depuis janvier 2010, remis par l'exploitant lors de la visite, met en évidence des dépassements réguliers depuis janvier 2010 de la quantité maximale journalière de mise en forme autorisée (36 tonnes/jour) avec un maximum en janvier 2017 de l'ordre de 47 tonnes/jour soit une augmentation de capacité en elle-même inférieure au seuil de l'enregistrement de cette rubrique (20 tonnes/jour).

Pour l'activité relevant de la rubrique 2663-2 :

Le suivi des stockages des profilés (intérieur et extérieur), des granulés et des pièces injectées depuis le 1^{er} septembre 2016, remis par l'exploitant lors de la visite, met en évidence :

- l'absence de dépassement du régime de l'enregistrement (10 000 m³) pour les volumes stockés sur cette période avec un stockage maximal d'environ 9 200 m³ au 1^{er} septembre 2018,
- le respect du volume maximal autorisé (2 500 m³) pour les profilés en stockage intérieur,
- l'absence du respect du volume maximal autorisé (2 300 m³) pour les profilés en stockage extérieur, la quantité maximale étant de 7 500 m³ au 1^{er} septembre 2018,
- l'absence du respect du volume maximal autorisé (260 m³) pour les granulés, la quantité maximale étant de 1 400 m³ au 1^{er} septembre 2016,
- l'absence du respect du volume maximal autorisé (60 m³) pour les pièces injectées, la quantité maximale étant de 185 m³ au 1 mars 2022.

CONSIDÉRANT que par courrier électronique du 4 juillet 2022, l'exploitant a transmis un bon de commande du 29 juin 2022 auprès de la société APAVE pour la réalisation de l'étude technique qui n'avait pas été réalisée à l'issue de l'ARF précitée ;

CONSIDÉRANT que ces constats relatifs à la protection contre la foudre constituent des manquements aux dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'AM modifié du 4 octobre 2010 susvisés ;

CONSIDÉRANT la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- Rubrique 2661-1 : Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)

1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :

- a) Supérieure ou égale à 70 t/j : Autorisation,
- b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j : Enregistrement,
- c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j : Déclaration.

- Rubrique 2661-2 : Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)

2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :

- a) Supérieure ou égale à 20 t/j : Enregistrement,
- b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j : Déclaration.

- Rubrique 2663-2 : Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :

2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :

- a) Supérieur ou égal à 10 000 m³ : Enregistrement,
- b) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³ : Déclaration.

CONSIDÉRANT que ces modifications notables n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation avec l'ensemble des éléments d'appréciation en application de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de démontrer leur caractère non-substantiel ;

CONSIDÉRANT que l'extension de capacité au titre de l'activité relevant de la rubrique 2661-1 constitue une modification devant faire l'objet d'un examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'art. 122-2 du Code de l'environnement afin de déterminer si ce projet de modification doit être soumis à évaluation environnementale et qu'il n'a pas été remis au préfet de Maine-et-Loire de dossier à ce titre ;

CONSIDÉRANT que la nature des dangers et des inconvénients induits, par ces modifications notables, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du Code de l'environnement n'est pas disponible ;

CONSIDÉRANT que l'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 23 juin 2022 et lors de l'examen des éléments remis à l'inspecteur, :

- qui relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2661-1 est exploitée à un niveau d'activité relevant du régime de l'autorisation,
- qui relève du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2661-2 est exploitée à un niveau d'activité relevant du régime de l'enregistrement,
- qui relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2663-2 est exploitée à un niveau d'activité relevant du régime de la déclaration ;

CONSIDÉRANT qu'il n'a pas pu être établi par l'inspection des installations classées, à l'issue de la visite du 23 juin 2022, que les modifications notables précitées peuvent être considérées comme substantielles au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SOCREDIS de respecter ces dispositions afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1

La société SOCREDIS, exploitant des installations de fabrication et de transformation de matières plastiques, située zone industrielle des Malembardières à Trélazé, est mise en demeure de respecter :

I - les dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'AM modifié du 4 octobre 2010 susvisés :

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en installant des dispositifs de protection et en mettant en place des mesures de prévention, par un organisme compétent, répondant aux exigences de l'ET réalisée suite à l'ARF susvisée (art. 20).

Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- en réalisant une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, après l'installation des protections définies dans l'ET (art. 21),
- en tenant à jour un carnet de bord (art. 19),
- en tenant en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'ARF, l'ET, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications (art. 22).

II - les dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement susvisé :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en portant à la connaissance du préfet de Maine-et-Loire les modifications intervenues au titre :

- des rubriques 2661-2 et 2663-2 avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer leurs caractères non-substantiels,
- de la rubrique 2661-1 avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer son caractère non-substantiel. Le dossier de porter à connaissance est accompagné d'une demande d'examen au cas par cas selon le formulaire CERFA n° 14734*03 afin de déterminer si ce projet de modification doit être soumis à évaluation environnementale.

Article 2

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par l'article 1, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5

Le présent arrêté est notifié à la société SOCREDIS et publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

La secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire, le maire de TRELAZE et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angers, le 24 AOUT 2022

Pour le préfet et par délégation,
le sous-préfet de CHOLET,
secrétaire général par intérim,


Ludovic MAGNIER